



HAL
open science

De l'anticartellisme à l'antiparlementarisme dans la France des années Vingt

Jean-Etienne Dubois

► **To cite this version:**

Jean-Etienne Dubois. De l'anticartellisme à l'antiparlementarisme dans la France des années Vingt : "Appropriations, mutations et diffusion d'un discours critique contre le régime parlementaire par la droite de 1924 à 1926.". Siècles : Cahier du centre d'histoire "Espaces et cultures", 2010, 32, pp.15. hal-00949172


HAL Id: hal-00949172

<https://uca.hal.science/hal-00949172>

Submitted on 19 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Informations sur le(s) auteur(s)	
Prénom, NOM et titre de l'auteur	Jean-Etienne DUBOIS, docteur en histoire, ATER à l'Université Blaise Pascal
Laboratoire	 Centre d'Histoire « Espaces et Cultures »
Affiliation(s)	Clermont Université, Université Blaise Pascal, EA 1001, Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », CHEC, BP 10448, F-63000 Clermont-Ferrand
Discipline(s) Supprimer les rubriques non concernées	Sciences de l'Homme et Société/Histoire
Informations sur le dépôt	
Titre du texte déposé Sous-titre	<p>« De l'anticartellisme à l'antiparlementarisme dans la France des années Vingt. »</p> <p>Appropriations, mutations et diffusion d'un discours critique contre le régime parlementaire par la droite de 1924 à 1926.</p>
Publié sous la direction de	Jean-Claude CARON (dir.)
Publié dans	Siècles
Lieu, éditeur, volume, n°, date, pagination	Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, n°32 (L'antiparlementarisme entre continuité et mutations, XVIIIe-XXIe siècles), 2010
Résumé du texte déposé dans la langue de l'article	<p>La victoire du Cartel des gauches en 1924 ouvre une période d'instabilité politique qui favorise, pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'émergence d'un courant antiparlementaire d'extrême droite qui connut, en 1925-1926, une forte extension sociale et géographique, touchant de larges couches de l'opinion publique. Il se nourrit d'un contexte européen marqué par l'arrivée au pouvoir de Mussolini en Italie depuis 1922, offrant un contre-modèle crédible et attractif, aux yeux de l'extrême droite, pour remplacer les institutions parlementaires de la Troisième République, jugées inadaptées aux nouveaux enjeux économiques, sociaux et politique de l'après guerre. Le retour au pouvoir de Poincaré en 1926 marque un coup d'arrêt à cette vague d'antiparlementarisme, la droite se trouvant alors de nouveau associée au pouvoir.</p>
Résumé autres langues	<p>The electoral victory of the Cartel des gauches in 1924 marked a new period of governmental instability in France. For the first time since the end of WWI, the extreme right-wing developed an antiparliamentarian movement which engaged, in 1925-1926, a significant portion of French public opinion, socially and geographically. This movement grew up in a European political context marked by the rise of Mussolini in Italy since 1922, with his new authoritarian model, \negfascism, convincing and attractive for a part of the French extreme right-wing. The traditional parliamentary institutions of the Third Republic were challenged by the new</p>

	economical, social and political order of post WWI, and they were considered obsolete and to be changed by a more efficient authoritarian government. Poincaré new government in July 1926, included right-wing, put temporarily an end to this antiparliamentary movement.
Mots-clés dans la langue de l'article	histoire politique ; France ; antiparlementarisme ; ligues ; extrême-droite ; opinion publique ; fascisme ; Cartel des gauches ; entre-deux-guerres ; années 1920
Mots-clés autres langues	political history; France; anti-parliamentarism; extreme right-wing and leagues; public opinion; fascism; France; Cartel des gauches; interwar years; 1920's

De l'anticartellisme à l'antiparlementarisme dans la France des années Vingt.

Appropriations, mutations et diffusion d'un discours critique contre le régime parlementaire par la droite de 1924 à 1926.

Avec la victoire du Cartel des gauches aux élections législatives du 11 mai 1924 s'ouvre une période d'instabilité politique accompagnée, pour la première fois depuis la fin de la guerre, du développement d'un courant antiparlementaire. Alliance électorale des radicaux et des socialistes, la conclusion du Cartel réintroduit une forte bipolarisation dans la vie politique française après quatre années d'union nationale. Minoritaire en voix dans le pays, le Cartel n'est majoritaire à la Chambre qu'avec l'appoint d'un groupe de centre gauche, la « Gauche radicale ». Ne disposant que d'une majorité hétérogène et fragile, le Cartel doit faire face, notamment à partir de l'automne 1925, à une aggravation des problèmes de trésorerie, d'inflation et de chute du franc légués par la guerre. Ces problèmes de nature économique révèlent l'acuité des divisions entre les socialistes partisans d'une fiscalité sur le capital et les autres composantes de la majorité cartelliste, plus favorables aux solutions orthodoxes défendues par la droite, privilégiant les impôts indirects à fort rendement et une restauration de la « confiance » des milieux d'affaires. Ces divisions se traduisent par une accélération de l'instabilité ministérielle, six gouvernements différents se succédant d'octobre 1925 à fin juillet 1926, dont trois pour les seuls mois de juin-juillet 1926. Le 21 juillet, le deuxième gouvernement Herriot chute dans une ambiance pré-insurrectionnelle : plusieurs milliers de Parisiens sont réunis devant le Palais-Bourbon pour réclamer sa démission. L'aggravation de la situation financière et monétaire du pays ainsi que les fragilités internes au Cartel des gauches ont ouvert, de 1924 à 1926, un espace propice à la contestation des institutions parlementaires.

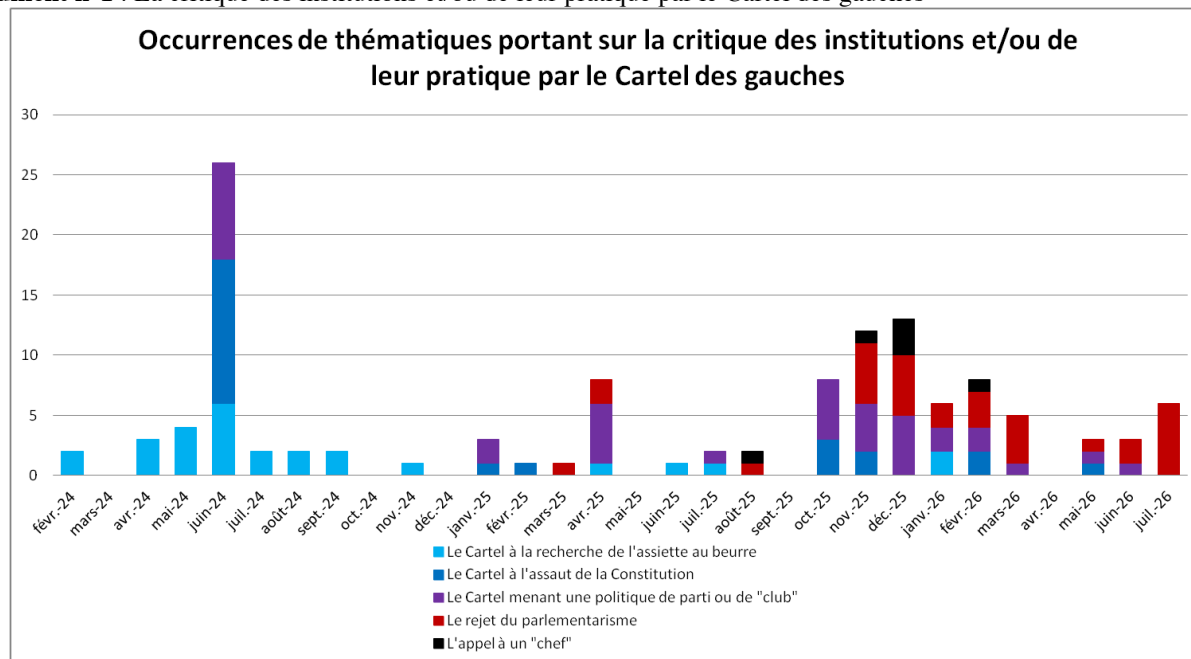
Nous étudierons ici cette résurgence d'antiparlementarisme dans sa globalité : sa naissance dans le double contexte de la victoire du Cartel des gauches et de l'instauration récente en Italie d'un modèle autoritaire d'un type nouveau, le fascisme ; les acteurs sociaux qui le portent ; les clivages qu'il instaure au sein du champ politique de l'anticartellisme de droite¹ ; et enfin son impact sur l'opinion publique, malgré les difficultés épistémologiques et méthodologiques de cette mesure.

¹ Il existe également un anticartellisme communiste qui n'est pas abordé ici : le terme d'anticartellisme sera uniquement employé pour désigner les forces de droite hostiles au Cartel.

De la critique des pratiques de pouvoir délétères du Cartel des gauches à la critique des institutions parlementaires

Une étude exhaustive de la presse anticartelliste dans cinq départements² et d'un échantillon de titres de la presse parisienne³ nous a permis de mesurer la diversité et l'évolution des thématiques utilisées contre la pratique institutionnelle du Cartel ou contre les institutions elles-mêmes, synthétisées dans le graphique ci-dessous.

Document n°1 : La critique des institutions et/ou de leur pratique par le Cartel des gauches



L'évolution des critiques de nature institutionnelle sous le Cartel des gauches

Les critiques institutionnelles sont polarisées autour de trois moments bien distincts. En juin 1924, on assiste à une forte présence de deux thèmes dans la presse anticartelliste : celui d'un Cartel à l'assaut des « places » et celui d'un Cartel à l'assaut de la Constitution au moment de la crise présidentielle sur laquelle nous allons revenir. En avril 1925, suite à la chute du premier cabinet Herriot, la presse anticartelliste dresse un bilan très négatif de son action gouvernementale des dix derniers mois. A ces deux moments, les critiques se concentrent sur les pratiques de pouvoir du Cartel accusées de dévoyer le fonctionnement du régime parlementaire. A partir du mois d'octobre 1925 jusqu'en juillet 1926, l'aggravation de la situation financière et monétaire et l'accélération de l'instabilité gouvernementale

² Il s'agit de l'Ardèche, du Maine-et-Loire, de la Meurthe-et-Moselle, du Puy-de-Dôme et du Rhône.

³ Au total, 53 journaux anticartellistes ont été dépouillés de façon exhaustive sur la période janvier 1924-août 1926.

favorisent une critique des institutions, jugées intrinsèquement incapables de permettre une résolution efficace de la crise dans laquelle le pays s'enfoncé.

De « l'assiette au beurre » au retour de la dictature des « clubs » : les dévoiements institutionnels du Cartel des gauches

Dès la campagne électorale de 1924, le Cartel est qualifié de « combine attrape-sièges » n'ayant sur le fond aucune cohérence programmatique⁴. Les radicaux sont particulièrement visés par cette accusation d'opportunisme électoral. *Le Journal d'Annonay* rappelle ainsi à ses lecteurs que « radical [...] vient de radis : rouge en dehors, blanc en dedans, et toujours près de l'assiette au beurre »⁵.

Aux lendemains de sa victoire, la majorité cartelliste pousse le président de la République en exercice, Alexandre Millerand, à démissionner en raison de son engagement en faveur d'une reconduction de la majorité de Bloc national au cours de la campagne électorale. La droite accuse alors le Cartel d'ouvrir une « ère d'illégalité »⁶, annonçant d'autres dérives dans la pratique cartelliste du parlementarisme, dévoyé par une politique de « partis » et de « clubs ». Cette thématique est particulièrement présente à l'automne 1925, avec l'accélération de l'instabilité ministérielle, ouverte par les conclusions du congrès du parti radical à Nice du 15 au 17 octobre. Au cours de celui-ci, Edouard Herriot parvient à maintenir une ligne cartelliste, désavouant Joseph Caillaux, alors ministre des Finances du cabinet Painlevé, qui entendait gouverner avec la droite sur les questions financières. Suite au congrès, le gouvernement Painlevé démissionne, à la veille de la rentrée des Chambres, donc sans vote de défiance, et reforme un gouvernement sans Caillaux. Les critiques se déchaînent contre ce « nouveau Club des Jacobins », rendant le gouvernement « dépendant d'un pouvoir arbitraire et irresponsable, et non du Parlement »⁷. Pour Alexandre Millerand, « le parti est érigé en maître et souverain », cet événement constituant une « négation brutale » des « droits » et de « l'existence même des Chambres »⁸.

L'arrivée au pouvoir du Cartel s'est traduite pour la droite par un dévoiement de l'esprit des institutions parlementaires et par un renforcement d'une logique partisane au détriment

⁴ *Le Nouvelliste de Lyon*, 25 avril 1924.

⁵ *Le Journal d'Annonay*, 5 et 12 avril 1924.

⁶ *L'Echo de Longwy et de la Moselle*, 14 juin 1924.

⁷ « Le nouveau Club des Jacobins », Jean Guiraud, *Le Courrier de Tournon*, 8 novembre 1925.

⁸ Déclaration de Millerand devant le groupe de l'Union républicaine du Sénat le 29 octobre 1925 : *L'Est républicain*, 30 octobre 1925.

des traditions délibératives du Parlement. Il faut cependant fortement nuancer ce jugement, les injonctions partisans étant rarement suivies d'effet au Parlement. Dès l'été 1925, le groupe radical-socialiste de la Chambre s'est ainsi régulièrement scindé en trois tronçons sur la plupart des votes (pour, contre, abstention).

A partir d'octobre 1925, l'accélération de l'instabilité ministérielle sur fond d'aggravation de la situation financière et monétaire a nourri des critiques antiparlementaires virulentes.

L'essor d'un discours antiparlementaire et des appels à un « chef » : un « moment italien »⁹ de la vie politique française ?

Cet antiparlementarisme s'explique en grande partie par l'incompréhension de la population et d'une grande partie de la classe politique concernant la déstabilisation financière et monétaire à laquelle était alors confrontée la France, longtemps imputée aux retards parlementaires à voter des budgets en équilibre jusqu'à celui adopté à la fin du mois d'avril 1926 avec le soutien d'une partie de la droite. Mais le vote de ce budget équilibré n'ayant pas enrayé la hausse du coût de la vie et la chute du franc, les discours en imputant la responsabilité aux institutions parlementaires elles-mêmes se multiplient, notamment dans la presse. Les appels à un « chef » qui, de façon autoritaire, prendrait les décisions qui s'imposent, sans plus de précision, pour redresser les finances et la monnaie françaises sans s'encombrer des lenteurs du Parlement, ont ainsi été nombreux en mai et juin 1926.

Ils doivent être replacés dans le contexte encore récent de l'accession au pouvoir de Mussolini en Italie, où, à lire la presse d'extrême droite, les trains arrivent désormais à l'heure, véritable métonymie d'une situation intérieure en ordre. Selon les partisans d'une solution autoritaire, la situation de la France de 1925-1926 serait comparable à celle de l'Italie des années 1921-1922 en termes de difficultés financières, et face à une agitation communiste effrayant une partie des classes moyennes et des possédants.

Cette référence transalpine, attractive pour une partie de la droite, répulsive pour la gauche, introduit un nouveau terme dans le champ du débat politique français : celui de fascisme. Les ligues d'extrême droite ont un rapport contrasté à ce terme. L'Action française le rejette, en raison de l'antériorité proclamée de sa doctrine qui aurait, au contraire, inspiré le fascisme italien. A l'inverse, les chefs des ligues de création récente, plus jeunes que ceux de l'AF et appartenant à la génération du feu, nourrissent des aspirations communes avec le fascisme italien et entretiennent avec lui un rapport mimétique : « le culte du chef

⁹ Nous reprenons l'expression utilisée par Michel Espagne dans *Les Transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999 : il parle de « moment allemand » de la culture française à partir du XVIIIe siècle.

charismatique et la fidélité de ses troupes à sa personne ; la volonté d'une marche sur les lieux du pouvoir ; le goût pour la violence et l'appareil paramilitaire »¹⁰. Georges Valois se réclame explicitement du fascisme italien, dans le nom de sa ligue, le Faisceau, dans l'uniforme de ses ligueurs, les chemises bleues, et dans sa volonté de faire une « Marche sur Paris » comme Mussolini avait fait une « Marche sur Rome » pour prendre le pouvoir¹¹.

Le développement d'un discours antiparlementaire était révélateur d'une frustration politique et sociale envers les difficultés du moment, touchant des milieux sociaux assez larges, même si l'instauration d'un régime autoritaire à la place d'un régime parlementaire était loin de faire l'unanimité.

L'antiparlementarisme, vecteur paradoxal d'agrégation d'acteurs sociaux divers et de scission du champ politique anticartelliste

Les multiples visages de l'antiparlementarisme

Nous reprenons ici l'analyse de Pierre Bourdieu faisant de l'antiparlementarisme une forme d'apolitisme témoignant de la révolte d'une partie de la population contre une double impuissance, celle de la politique en général et celle des appareils politiques monopolisant à leur profit toute l'expression politique¹². Une telle défiance est alors à l'œuvre dans certains milieux sociaux. Les déséquilibres monétaires et financiers font craindre à une partie des possédants la perte d'une part importante de leurs revenus mobiliers et un déclassement social. Par ailleurs, l'augmentation progressive de la fiscalité, non accompagnée d'un redressement tangible des finances publiques et du franc, nourrit de nombreux mécontentements envers les gouvernements accusés de gaspiller inutilement l'argent public.

Les ligues d'extrême droite et les journaux conservateurs ne sont ainsi pas les seuls vecteurs du discours antiparlementaire. Des forces sociales organisées mais officiellement apolitiques, comme les petits commerçants et artisans, dénoncent la pression fiscale accrue que leur impose l'Etat et en appellent à des solutions institutionnelles radicales pour résoudre la crise. La Confédération Générale du Commerce de France (CGCF) juge iniques certaines

¹⁰ Bruno Goyet, « La « Marche sur Rome » : version originale sous-titrée. La réception du fascisme en France dans les années 20 », Michel Dobry (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, A. Michel, 2003, p.94

¹¹ Après des rassemblements organisés à Verdun, le 21 février 1926, devant 4 000 personnes, puis à Reims le 27 juin 1926 devant 8 000 personnes, Valois avait prévu un rassemblement à Meaux en septembre 1926 avant d'entrer dans Paris.

¹² Pierre Bourdieu, « La représentation politique », in *Langage et pouvoir symbolique*, Le Seuil, 2001, p.217

mesures des gouvernements cartellistes, comme la révision des baux commerciaux, et son président, M. Brun, en appelle même, pour faire reculer le gouvernement, à « l'agitation et à l'action, commençant par la grève de l'impôt, les manifestations devant les Chambres en allant, s'il le faut, jusqu'à construire des barricades pour résister même à l'armée »¹³. De même, certains orateurs de la Fédération nationale catholique, association confessionnelle officiellement apolitique, présidée par le général de Castelnau, estiment qu'une « nouvelle croisade » s'ouvre « pour délivrer la France que menacent les politiciens menant le pays à la ruine »¹⁴. S'ils n'engagent évidemment que les militants non dénués d'arrière-pensées politiques qui les prononcent, et non l'ensemble des adhérents à ces organisations, on voit malgré tout que des propos antiparlementaires violents et menaçants sont prononcés en dehors du champ strictement politique.

Malgré cet élargissement progressif de la base sociale de l'antiparlementarisme à divers milieux sociaux particulièrement touchés par les conséquences politiques ou fiscales des décisions gouvernementales, les appels au renversement des institutions sont loin de faire l'unanimité à droite.

L'antiparlementarisme, thématique clivante au sein du champ politique anticartelliste

La question institutionnelle reste en effet une des lignes de clivage entre les organisations modérées et les ligues d'extrême droite. Sur plusieurs thèmes au cœur du débat public, notamment les questions religieuses et de politique extérieure, elles passent au milieu de la droite parlementaire, entre d'un côté les républicains de gauche laïques et soutenant la politique extérieure cartelliste, et de l'autre les républicains conservateurs catholiques et nationalistes proches des ligues par la radicalité de leurs critiques à l'encontre du Cartel.

Au contraire, sur les questions institutionnelles, nous avons retrouvé des déclarations sans ambages de la part de l'ensemble des forces politiques de la droite républicaine, refusant toute solution autoritaire à la crise politique et financière que connaît alors la France. Si une partie de cette droite a soutenu une réforme institutionnelle, toutes ses sensibilités se retrouvent pour défendre le modèle de régime parlementaire, y compris au sein de la Fédération républicaine de France, pourtant la plus proche des ligues catholiques et nationalistes. En février 1926, son

¹³ A. N., F7 13959 : Il s'agit du compte-rendu de la réunion des *Etats généraux du Commerce de France*, tenus du 27 au 31 octobre 1925 salle Wagram.

¹⁴ A. N., F7 13959 : dossier sur l'antiparlementarisme daté de décembre 1925 portant sur le mois de novembre 1925. Ici, il s'agit du compte-rendu d'une réunion de la FNC à Montauban le 18 novembre devant 2000 personnes et les propos rapportés par le préfet du Tarn-et-Garonne sont ceux du comte d'Antin de Vaillac.

président, Louis Marin, dénonce très clairement les menées antiparlementaires jugées stériles et n'apportant aucune solution sérieuse aux difficultés du pays¹⁵. Enfin, un homme comme André Tardieu, porteur des idées révisionnistes dans les années Trente, n'a pas encore amorcé son tournant autoritaire et déclare en avril 1926, au Parlement, qu'il entend « barrer la route » à la campagne antiparlementaire qui se développe dans le pays¹⁶.

Bien qu'attachée au caractère parlementaire des institutions républicaines, une partie de la droite nourrit cependant une réflexion sur les modifications institutionnelles idoines pour se prémunir, à l'avenir, des dérives parlementaristes du régime observées depuis 1924 et imputées à la pratique cartelliste du pouvoir.

Les solutions révisionnistes d'une partie de la droite modérée

Des prises de position en faveur d'une révision institutionnelle, peu nombreuses, sont faites de mai à juillet 1926. Alexandre Millerand en est l'un des principaux propagandistes, insistant sur trois modifications jugées essentielles pour rendre le régime plus efficace et éviter toute dérive autoritaire : « constituer un pouvoir exécutif fort et libre sous le contrôle du pouvoir législatif » en réhabilitant notamment le droit de dissolution du président de la République ; créer une « cour suprême protectrice de la liberté et des droits du citoyen », sur le modèle américain ; assurer « la représentation des intérêts professionnels », en leur réservant un quart des sièges du Sénat, forme de représentation du pays réel à côté de celle du pays légal, et leur permettant de participer à l'élection du chef de l'Etat. Il souhaite par ailleurs compléter cette révision institutionnelle en trois points par une réorganisation administrative régionale et décentralisatrice. Ces propositions, mises en sommeil par le retour de Poincaré au pouvoir, connurent une nouvelle jeunesse dans les années Trente, portées cette

¹⁵ « L'opposition », Louis Marin, *La Nation*, 27 février 1926. L'article commence ainsi : « Nous sommes foncièrement démocrates et républicains. Ces deux directives fondamentales de notre régime politique et social ne sont pas seulement des faits, avec lesquels les plus rebelles doivent compter ; elles constituent le seul régime qui, en principe, assure à chacun ses droits en lui imposant ses devoirs et qui, en pratique, active le plus sûrement le progrès. Devant les désastres du temps présent, séparons-nous donc des esprits paresseux qui, sur-le-champ, en accusent la démocratie et la République. Ceux-là parlent enfantinement de changer la Constitution : tels ces malades énervés qui, à l'encontre d'un régime qui, sûrement choisi par leur médecin et mal pratiqué par eux, n'a pas donné assez tôt les résultats attendus, courent aux formules magiques et aux charlatans ; ceux-ci, d'un mot et par leur seule présence, vont guérir tous leurs maux ! Ni la nature humaine, ni la société, ne se traitent ainsi. [...] Une démocratie républicaine a cet honneur d'être responsable elle-même de son destin ; à elle d'éviter les périls qui la menacent ; pour s'y aider, elle doit former, dans son sein, une élite qui la guide ».

¹⁶ Déclaration retranscrite dans *L'Est républicain*, 4 avril 1926.

fois par André Tardieu¹⁷.

Après avoir étudié le contenu des critiques institutionnelles formulées sous le Cartel des gauches, il convient pour terminer d'essayer d'en mesurer l'impact sur l'opinion.

La délicate mesure de la pénétration de l'antiparlementarisme dans l'opinion

En l'absence de sondages d'opinion, eux-mêmes épistémologiquement problématiques, l'historien doit se rabattre sur d'autres sources, multiples, pour tenter de mesurer l'impact qu'a pu avoir une campagne d'opinion dans le pays. Nous avons entrepris d'aborder cette étude par deux angles d'approche différents : mesurer l'ampleur prise par la campagne d'opinion et retrouver des traces de ses retombées sur l'opinion.

Une campagne antiparlementaire de plus en plus active

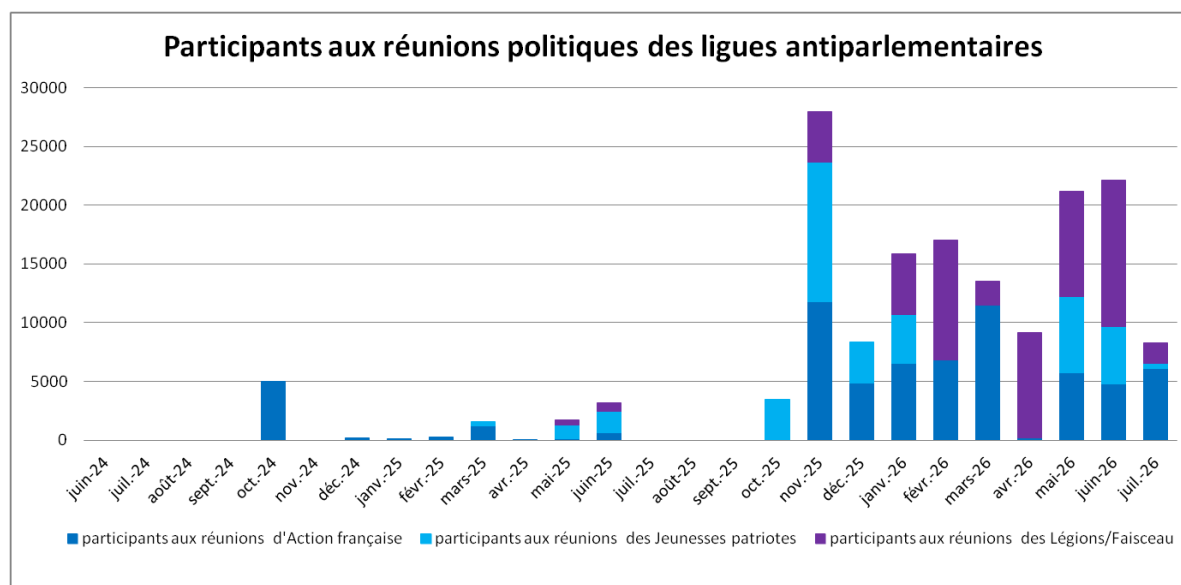
Nous avons déjà relevé l'ampleur plus grande prise par la campagne d'opinion antiparlementaire dans la presse anticartelliste de notre corpus à partir de novembre 1925. Son étude montre qu'un quart des titres, en nombre comme en tirage, a nourri, dans nos cinq départements, une propagande antiparlementaire. Cette presse locale touche à la fois les populations urbaines, mais également les populations rurales, notamment en Ardèche où les titres de presse dépouillés sont des hebdomadaires d'arrondissements ruraux.

Nous avons également étudié les réunions politiques des ligues professant un antiparlementarisme virulent, pour voir l'évolution de leur nombre, de leur succès public et de leur implantation dans le pays¹⁸. Il faut toutefois noter que ces réunions touchent essentiellement une population urbaine, souvent composée, dans l'auditoire, de gens déjà convaincus par les thèses exposées. Malgré tout, la forte augmentation du nombre d'auditeurs, passant de moins de 5 000 par mois jusqu'en octobre 1925 à une moyenne de 15 à 25 000 de novembre 1925 à juin 1926, témoigne bien d'un engouement croissant d'une partie de la population concernant les solutions institutionnelles autoritaires proposées par les ligues.

¹⁷ Nicolas Roussellier, « André Tardieu et la crise du constitutionnalisme libéral (1933-1934) », *Vingtième siècle*, vol. 21, 1989

¹⁸ A. N., F7 12967-12968 : synthèses mensuelles sur la situation politique dépouillées de 1924 à 1927.

Document n°2 : Participants aux réunions politiques des ligues antiparlementaires



Les synthèses mensuelles sur la situation politique dépouillées pour établir ce graphique ne mentionnent que les réunions censées avoir eu un impact sur l'opinion. De ce point de vue, les trois ligues antiparlementaires surveillées, l'Action française, les Jeunesses patriotes et le Faisceau, paraissent avoir une égale capacité à mobiliser l'opinion antiparlementaire : elles connaissent le succès en novembre 1925, au moment de leurs congrès annuels ou fondateurs ; puis à nouveau à l'hiver 1925-1926 lors des discussions budgétaires ; et enfin à l'été 1926, lors de la plus forte acuité de l'instabilité politique et de la crise financière. Il faut remarquer le succès grandissant de la ligue la plus ouvertement fasciste et appelant à l'avènement d'une dictature en France, le Faisceau, qui connaît son développement le plus rapide au printemps 1926, concurrençant très fortement les deux autres ligues.

L'étude de la presse et des réunions politiques des ligues confirme donc l'ampleur plus grande prise par la campagne antiparlementaire dans le pays à partir de l'automne 1925, et culminant entre mai et juillet 1926.

Il convient maintenant de s'interroger sur l'impact réel de cette campagne sur l'opinion.

Les traces de l'impact de la campagne antiparlementaire sur l'opinion

Là encore, la presse fournit des indices concernant la pénétration de cette campagne antiparlementaire dans l'opinion. Nous avons recherché ces traces dans la presse la moins favorable aux thématiques antiparlementaires dans nos départements, à savoir la presse centriste et la presse radicale.

C'est en Meurthe-et-Moselle, département de notre corpus le plus exposé à la présence et

à la propagande ligueuse, que nous avons trouvé les traces de telles mentions dans la presse. En décembre 1925, le journal radical du département mentionne de nombreux appels à une dictature pour remplacer un Parlement chargé de tous les maux¹⁹. Le même journal constate en février 1926 une progression de l'antiparlementarisme qui s'étend « de l'homme de la rue au plus distingué des économistes »²⁰. Ce constat est partagé au même moment par le principal journal du département, de tendance centriste, *L'Est républicain*, qui constate que « l'impopularité des députés s'accroît dans des proportions jusqu'ici insoupçonnées »²¹.

Nous n'avons pas trouvé d'autres remarques de ce genre dans la presse des autres départements. Par contre les rapports administratifs de surveillance des départements mentionnent un impact croissant de la campagne antiparlementaire auprès de la population. Si l'utilisation de ces rapports pose un certain nombre de questions méthodologiques²², leur présence dans les trois quarts des départements permet de mesurer des évolutions sensibles concernant la diffusion de sentiments antiparlementaires dans l'opinion, comme le montre le graphique suivant.

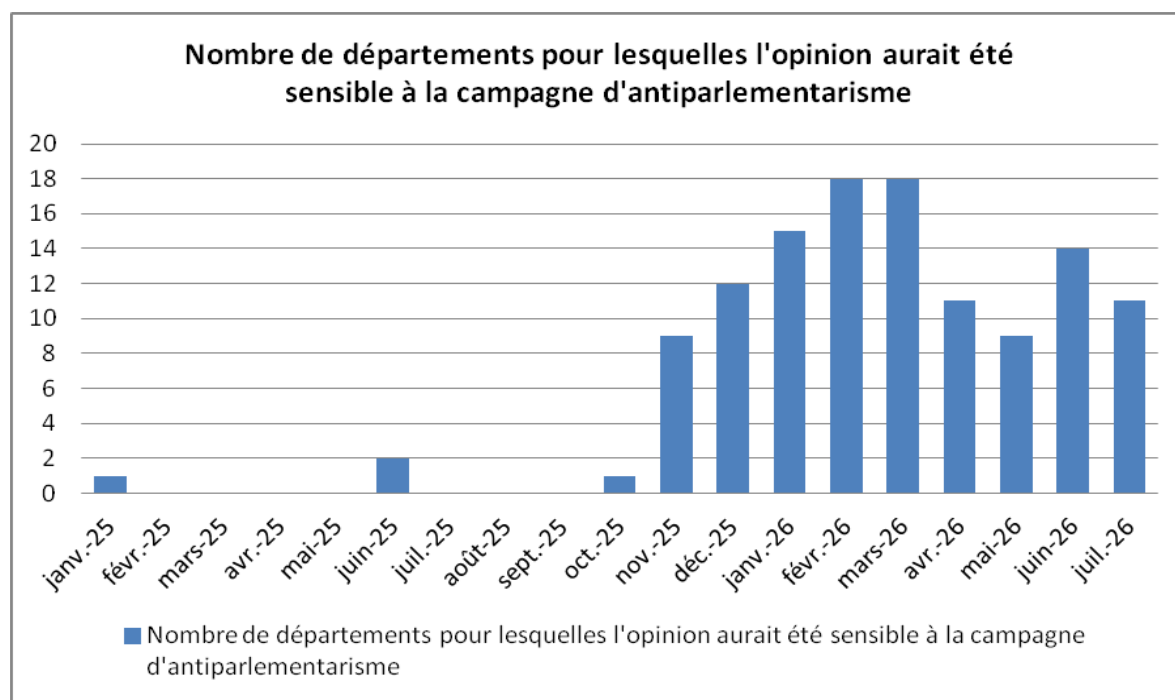
¹⁹ *Le Réveil démocratique de Maine-et-Loire*, 19 décembre 1925. Le 29 novembre 1925, *Le Nouveau Journal*, de Lyon, constatait également « qu'un vent de dictature souffl[ait] sur le pays », sans pour autant s'en réjouir.

²⁰ *Le Réveil démocratique de Maine-et-Loire*, 6 février 1926.

²¹ *L'Est républicain*, 21 février 1926.

²² A. N., F7 12735-12757 : rapports mensuels des commissaires et des préfets sur la situation générale des départements, de 1924 à 1928. Un certain nombre de réserves peuvent être formulées concernant leur utilisation. Tout d'abord sur le plan quantitatif : sur 90 départements métropolitains, nous n'avons trouvé de rapports que dans 67 d'entre eux. Par ailleurs, parmi les départements où ces rapports existent, les séries ne sont pas toujours complètes sur la période allant de l'automne 1924 à l'été 1926. Ensuite, sur un plan qualitatif, la lecture des rapports montre que les fonctionnaires chargés de les rédiger ne l'ont pas tous fait avec la même conscience professionnelle, certains étant très diserts, d'autres plus que synthétiques dans leur description de l'évolution des préoccupations de l'opinion. Par ailleurs, ces rapports témoignent vraisemblablement, en premier lieu, de l'opinion urbaine des chefs-lieux de département ou d'arrondissement, où vivent les fonctionnaires chargés de les écrire.

Document n°3 : Départements sensibles à la campagne antiparlementaire



Ce graphique montre la correspondance globale entre la campagne antiparlementaire et l'évolution de son impact sur l'opinion. Les mois de février et mars 1926, marqués par les lenteurs parlementaires pour voter le budget, sont ceux où la campagne antiparlementaire semble avoir touché le plus de Français, dans un peu plus d'un quart des départements dépouillés. Les synthèses mensuelles sur la situation politique du pays, élaborées à partir de la compilation de ces mêmes rapports départementaux, notent un changement d'atmosphère dans le pays à partir d'octobre 1925, marquée par plus d'inquiétude²³. Ces craintes concernant l'avenir du pays sont de plus en plus souvent imputées, à partir de décembre 1925, aux parlementaires. En mars 1926, la synthèse mensuelle note un « profond mécontentement dans toutes les classes, sans distinction de partis, dû aux lenteurs du Parlement pour voter le budget ». Les « classes moyennes » sont alors particulièrement sensibles à « la campagne antiparlementaire des partis de droite », « alors que la classe ouvrière prête une oreille complaisante aux suggestions communistes ». De fait, l'extrême gauche développe également un discours critique contre un régime parlementaire considéré comme une émanation de la bourgeoisie. Mais les communistes, à la différence des ligueurs, rejettent dans leur propagande toute idée de dictature personnelle. Après un bref répit, cette inquiétude de l'opinion envers les institutions s'accroît à nouveau à partir du mois de juin 1926, au moment de la chute du gouvernement Briand.

²³ A. N., F7 12967-12968 : synthèses mensuelles déjà citées.

Bien que nous ne puissions pas la quantifier avec précision, la vague d'antiparlementarisme des années 1925-1926 semble avoir progressivement gagné des couches de plus en plus larges de la population, notamment en milieu urbain. Une partie non négligeable de l'opinion remet en question la capacité du régime parlementaire à surmonter la crise et à sauver le pays de la faillite, qu'il s'agisse de rentiers ou de classes moyennes craignant pour leur épargne, ou d'ouvriers touchés par l'inflation et la valse des étiquettes. Si quelques témoignages montrent des campagnes prospères et relativement indifférentes aux problèmes du pays, l'opinion des populations rurales reste par contre moins accessible. Cette défiance des populations urbaines s'est manifestée, au sens propre, aux portes de la représentation nationale le 21 juillet 1926, lors de la présentation devant la Chambre du deuxième gouvernement Herriot.

Le 21 juillet 1926, la rue parisienne à l'assaut de la Chambre ?

Ce jour-là, 5 000 personnes, en majorité des activistes d'extrême droite, se rassemblent devant le Palais-Bourbon aux cris de : « A bas Herriot » ou « La République à la poubelle »²⁴. Des heurts de plus en plus violents avec la police éclatent jusqu'à ce qu'un commandant de la Garde républicaine vienne annoncer la chute d'Herriot, déclenchant alors les applaudissements de la foule. Pour Frédéric Monier, cet ultime épisode du Cartel rappelle la « crise anti-ferryste » de 1885 : selon lui, jamais depuis cette crise les liens n'avaient été aussi clairs entre « crise financière, instabilité ministérielle et mouvements d'opinion orchestrés par la presse de droite »²⁵. Malgré tout, à l'instar de la crise de 1885 et à la différence de la nuit d'émeute du 6 février 1934, la chute d'Herriot ne fut pas la conséquence de cette mobilisation aux portes de la Chambre. Elle répondit à une logique parlementaire qui ne devait rien à la pression directe de la rue.

Herriot tombé, Doumergue fait appel à Raymond Poincaré qui constitue, le 23 juillet 1926, un gouvernement d'« union nationale » selon l'acception de la droite, c'est-à-dire excluant socialistes et communistes. Une détente immédiate se produit sur le marché des changes, les nouveaux impôts votés dans la foulée, et non contestés, assurant un solide excédent budgétaire. L'opinion accorde alors une large confiance au nouveau gouvernement et les menées antiparlementaires ne rencontrent plus le même écho.

²⁴ Frédéric Monier, *Les années vingt (1919-1930)*, Paris, Le Livre de Poche, 1999, p.121

²⁵ *Ibid.*

Conclusion

L'épisode antiparlementaire des années 1925-1926 connaît une forte extension sociale et géographique, touchant de larges couches de l'opinion publique. Le retour au pouvoir d'un gouvernement d'union nationale dirigé par Poincaré ferme la parenthèse du Cartel des gauches, et le rétablissement rapide de la situation financière désarme les critiques contre les institutions. Significativement, le Faisceau ligue la plus dynamique dans sa dénonciation du Parlement et ses appels à la dictature, connaît un déclin rapide. Les milieux d'affaires qui la finançaient se satisfont du retour au pouvoir de Poincaré, garant à leurs yeux du choix d'une solution libérale orthodoxe à la crise, écartant les menaces que les projets fiscaux socialistes faisaient peser sur le capital.

L'antiparlementarisme des années Vingt naît d'un changement de majorité politique avec la victoire du Cartel des gauches le 11 mai 1924. Il se nourrit d'un contexte international nouveau marqué par l'arrivée au pouvoir de Mussolini en Italie depuis 1922, offrant un contre-modèle crédible et attractif aux yeux de l'extrême droite, pour remplacer les institutions parlementaires de la Troisième République, jugées inadaptées aux nouveaux enjeux économiques, sociaux et politiques de l'après-guerre.

Mis en sourdine avec le retour de la droite aux affaires de 1926 à 1932, l'antiparlementarisme connaît une nouvelle résurgence, les mêmes causes produisant, en la matière, les mêmes effets, au lendemain de la victoire de l'union des gauches aux élections législatives de 1932. Les scandales éclaboussant une classe politique incapable de lutter contre les effets sociaux de la crise économique expliquent la plus grande ampleur prise alors par l'agitation antiparlementaire, jusqu'à ce pic que fut l'émeute parisienne du 6 février 1934.

Jean-Etienne DUBOIS

Clermont Université, Université Blaise Pascal, EA 1001, Centre d'Histoire
« Espaces et Cultures », BP 10448, F-63000 CLERMONT-FERRAND